

Le coup d'État de 1991

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_coup_d_etat_de_1991-fr-951d6ce2-ac93-4928-bdad-2a15716d1c59.html

Date de dernière mise à jour: 07/07/2016



Le coup d'État de 1991

À la veille de la signature du traité d'Union par la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, et avant le ralliement des six autres républiques favorables à la refonte de l'Union, un coup d'État se produit à Moscou le 19 août 1991, fomenté par un groupe de conservateurs qui ne peuvent admettre le risque d'un éclatement de l'Union soviétique. Ils décident de destituer le président Gorbatchev, alors en vacances en Crimée, de le remplacer à la tête de l'État par le vice-président Ianaev, de décréter l'état d'urgence et de rétablir la censure. C'est Boris Eltsine, élu président du Soviet suprême de la RSFSR au suffrage universel le 12 juin 1991 avec une large majorité recueillant 53,7 % des voix, qui fait échouer cette tentative en appelant à la grève générale, en ralliant les troupes et en prenant la tête des manifestations hostiles aux putschistes. Ceux-ci sont rapidement arrêtés.

Le pouvoir de Gorbatchev, rentré à Moscou le 27 août après l'échec du coup d'État, n'est pas rétabli pour autant. C'est désormais Eltsine qui s'impose. Déjà en juin 1991, il avait fait adopter par le Soviet suprême de Russie un texte proclamant la supériorité des lois russes sur les lois soviétiques. Le 12 juin 1991, le jour de son élection à la présidence russe, Eltsine déclare la souveraineté de la Russie et démissionne du Parti communiste. Le PC est interdit dans l'armée et dans les organismes d'État. Par la suite, il provoque la suspension du Parti communiste dont Gorbatchev démissionne du poste de secrétaire général. La RSFSR, pilier de l'URSS se détache considérablement de l'autorité du Kremlin.

À la faveur de l'échec du putsch, le Congrès des députés de l'URSS octroie de larges pouvoirs aux Républiques, le «centre» ne conservant que la tutelle de la politique étrangère et militaire. Mais les Républiques sont de plus en plus réticentes à accepter une limitation de leur souveraineté. Le pouvoir central affaibli, c'est une cascade d'indépendances qui se met en route. Dès lors, la dislocation de l'URSS s'avère inévitable.

La Lituanie est la première RSS à déclarer son indépendance le 11 mars 1991. L'Estonie et la Lettonie font de même le 20 et le 21 août respectivement lors du putsch de Moscou. Dans le Caucase, la Géorgie est la première à déclarer son indépendance le 9 avril 1991, suivi de l'Azerbaïdjan le 30 août 1991 et l'Arménie le 23 septembre 1991. À tour de rôle, les entités fédérées de l'Union soviétique déclarent leur indépendance: l'Ukraine le 24 août 1991, la Biélorussie le 25 août, la Moldavie le 27 août, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan le 31 août, le Tadjikistan le 9 septembre, le Turkménistan le 27 octobre et finalement le Kazakhstan le 16 décembre. La sécession effective de l'Ukraine (1^{er} décembre 1991) et son refus de signer le traité d'Union signent l'arrêt de mort de l'Union soviétique.